
Dépêche AEF : Le dispositif 2S2C va être "utile" pour "accueillir les enfants sur des journées complètes" (R. Laganier, recteur de Nice)

#coronavirusLe dispositif 2S2C va être "utile" pour "accueillir les enfants sur des journées complètes" (R. Laganier, recteur de Nice)

Le nouveau dispositif "2S2C" va être "utile", déclare Richard Laganier, recteur de l'académie de Nice, qui constate un retour "croissant" des élèves à l'école et au collège. "Pendant que des groupes d'élèves sont en présentiel devant les enseignants, il nous permettra de proposer aux autres des activités pédagogiques complémentaires et d'accueillir ainsi les enfants sur des journées complètes", explique-t-il dans un entretien à AEF info, mercredi 27 mai 2020. Mais le dispositif n'en est qu'à ses débuts : 2 communes s'appêtent à signer une convention pour la mise en place de ces nouvelles activités, et une vingtaine d'autres sont en préparation, indique le recteur qui explique aussi comment l'académie s'est préparée à rouvrir les lycées professionnels. "Le pari de juin, c'est de faire revenir les élèves de la voie professionnelle où le risque de décrochage est plus important."



Richard Laganier, recteur de l'académie de Nice. Droits réservés - DR

AEF info : Quel est le bilan de la reprise progressive de l'école depuis le 11 mai dans l'académie de Nice ?

Richard Laganier : Aujourd'hui, à l'exception de sept petites communes dans le haut pays niçois et une dans le haut pays varois, toutes les écoles et tous les collèges de l'académie de Nice sont ouverts. 24 % des 42 400 collégiens de 6e et de 5e, et un tiers des 196 000 écoliers sont revenus en classe. Bien sûr, les situations sont diverses. Mais d'une manière générale, nous constatons une montée

en charge progressive : au fur et à mesure que les inquiétudes sont levées et que la situation sanitaire s'améliore, le retour des élèves à l'école va croissant. Dans certaines petites écoles, ce sont même tous les élèves qui sont revenus !

AEF info : Comment les écoles et les collèges vont-ils pouvoir faire face à l'accroissement des effectifs alors que Jean-Michel Blanquer a affirmé qu'il n'y aura pas d'allègement du protocole sanitaire à court terme ([lire sur AEF info](#)) ?

Richard Laganier : C'est tout l'enjeu d'une part de l'alternance, d'autre part du dispositif "2S2C" [[lire sur AEF info](#)]. Semaine après semaine, alors que les élèves sont de plus en plus nombreux à revenir à l'école, il faut réorganiser le temps scolaire avec davantage d'alternance, à raison par exemple d'une présence en classe un jour sur deux, deux jours par semaine, ou une semaine sur deux, et en lien avec les activités de sport, santé, culture et civisme.

C'est un dispositif utile : pendant que des groupes d'élèves sont en présentiel devant les enseignants, il nous permettra de proposer aux autres des activités pédagogiques complémentaires et d'accueillir ainsi les enfants sur des journées complètes.

AEF info : Comment les maires se mobilisent-ils sur les activités 2S2C ?

Richard Laganier : Nous n'en sommes qu'au début. Les Dasen sont actuellement à l'initiative de nombreuses réunions avec les communes et les intercommunalités, en lien avec les IEN et le corps préfectoral car c'est un dispositif interministériel qui implique aussi la Drac ou Jeunesse et sports. D'ores et déjà, des conventions vont être signées avec plusieurs communes : La Londe-les-Maures, Beausoleil, Cannes, Carros, Pays de Grasse, Toulon, Nice... et une vingtaine d'autres sont en préparation. Quand Nice et Toulon mettront ce dispositif en place, ce seront de nombreux élèves qui seront ainsi concernés.



Le dispositif 2S2C, dans l'académie de Nice

| *Droits réservés - DR*

AEF info : Quels obstacles rencontrez-vous ?

Richard Laganier : La question des locaux peut constituer une contrainte, qui peut être levée en utilisant des lieux extérieurs à l'école, comme va le faire la commune de Beausoleil en ouvrant le stade, ou en mobilisant le CDI ou le foyer dans un collège. Mais il peut surtout y avoir un manque d'animateurs et de personnels en capacité de participer ou de porter le dispositif, en particulier dans les communes des zones rurales ou de montagne où le monde associatif n'est pas aussi déployé que dans les grandes villes. C'est une vraie difficulté.

Ceci étant dit, dans notre académie, nous avons la chance de pouvoir nous appuyer sur une politique "100 % EAC" particulièrement développée, sous l'impulsion de mon prédécesseur, Emmanuel Ethis. De nombreux partenariats entre les communes et les acteurs culturels et artistiques sont déjà actifs. Nous mobilisons aussi le groupe d'appui départemental qui réunit les représentants des collectivités et des associations partenaires de l'école, notamment du monde sportif, et accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre du PEDT.

AEF info : L'étape suivante est la réouverture des lycées, que le Premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale pourraient annoncer jeudi après-midi. Comment l'envisagez-vous ?

Richard Laganier : Nous sommes prêts à rouvrir les lycées. En particulier, le pari de juin, c'est de faire revenir les élèves de la voie professionnelle où le risque de décrochage est plus important. 18 000 élèves sont inscrits dans les lycées professionnels de l'académie. Depuis le début du mois de mai, nous nous préparons à leur réouverture, avec un travail de concertation important avec le conseil régional PACA, et avec les inspecteurs IEN-ET et EG.

Nous avons élaboré une méthodologie qui cible les ateliers et les enseignements pratiques, lesquels sont les plus mobilisateurs car ils font l'attractivité de ces établissements. Évidemment, les ateliers ne se ressemblent pas tous, nous avons donc conduit un travail d'adaptation qui tient compte du protocole sanitaire.

"Face à une telle crise sanitaire, il faut rassurer les familles. C'est une des conditions pour réussir cette poursuite de reprise."

AEF info : À part les élèves de première qui attendent l'annonce du ministre sur l'oral de français, les autres lycéens ne risquent-ils pas de considérer que l'année est terminée ?

Richard Laganier : La Dgesc a fourni des éléments pour terminer l'année en termes de programmes. Par ailleurs, comme dans les autres académies, j'ai demandé aux proviseurs de repousser au maximum les conseils de classe, qui donc n'ont pas encore eu lieu. Un peu comme nous l'avons fait dans l'éducation prioritaire, il va y avoir un travail d'appel des parents et des élèves. À cet égard, le lien tissé entre l'enseignant et son élève va s'avérer essentiel. Le rôle du professeur principal est aussi déterminant, ainsi que celui du CPE et des parents bien sûr.

Dans le premier degré et les collèges, il y a eu un travail acharné et très volontaire pour rassurer les familles sur les conditions sanitaires. Et nous y sommes arrivés. Je relève aussi que dans toutes mes visites dans les écoles et les collèges, j'ai vu des élèves et des professeurs heureux, contents de revenir, et des parents sereins. Bien sûr, sur la base du volontariat, qui est nécessaire, car face à une telle crise sanitaire, il faut rassurer les familles. C'est une des conditions pour réussir cette poursuite de reprise. Il est important de revenir à l'école car même si les professeurs ont su s'adapter très vite et que l'Éducation nationale a fait la preuve de son agilité, rien ne remplace la classe.

AEF info : La reprise de l'école ciblait notamment les élèves de l'éducation prioritaire, ainsi que les décrocheurs. Ceux-ci sont-ils revenus en classe ?

Richard Laganier : Je fais le constat heureux que dans l'académie, les élèves de l'éducation prioritaire sont un peu plus nombreux à être revenus en classe que les élèves des autres établissements. Il y avait notamment le risque de perdre des élèves en raison de la fracture numérique, mais nous avons reçu l'aide des collectivités, notamment des conseils départementaux et du conseil régional qui ont doté les établissements en moyens complémentaires en donnant des tablettes. Nous avons aussi bénéficié du soutien de La Poste avec le dispositif Docaposte, d'Emmaüs Connect... Nous avons mobilisé tout

ce que nous avons pu en appui aux enseignants, aux CPE et aux chefs d'établissements.